

Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre la déforestation importée

Déclaration du Groupe UNAF

Sur le front de la déforestation, les éléments détaillés du présent avis nous démontrent que l'approche incitative a fait son temps et qu'il faut changer de paradigme. Certains vont même jusqu'à dire que les industriels eux-mêmes, aux premières loges de la raréfaction des denrées qu'ils exploitent, attendent cette interventionnisme, car ralentir sans contrainte publique, c'est se voir dépassé immédiatement dans la compétition économique. Voilà résumé à grands traits les enjeux économiques de la lutte contre la déforestation importée.

Mais qu'en est-il de la question de la connaissance par le grand public de cette lutte importante pour le climat, pour la biodiversité et aussi, aujourd'hui à l'heure de la crise sanitaire liée au Covid-19, contre la propagation des virus? Le Pr Didier Sicard, spécialiste des maladies infectieuses, rappelait fin mars dernier : « *Les humains ont donc tendance à s'approcher des lieux d'habitation des chauves-souris, qui sont de surcroît des aliments très recherchés. Les hommes construisent aussi désormais des parcs d'arbres à fruit tout près de ces grottes parce qu'il n'y a plus d'arbres en raison de la déforestation. Les habitants ont l'impression qu'ils peuvent gagner des territoires, comme en Amazonie. Et ils construisent donc des zones agricoles toutes proches de zones de réservoir de virus extrêmement dangereuses.* » La déforestation mondiale revient à épisodes réguliers sur le devant de la scène médiatique mais sans pouvoir constater de progrès notables. Dans le même temps, les forêts gagnent du terrain en France et en Europe et toutes ces informations contradictoires n'aident pas à la compréhension des enjeux.

C'est la raison pour laquelle le groupe de l'UNAF soutient volontiers toutes les préconisations appelant à une législation européenne renforcée et appuie plus particulièrement la préconisation 3 demandant à mieux informer et sensibiliser les consommateurs européens aux enjeux de la déforestation. Des actions pédagogiques doivent être mises en place à destination du grand public comme des plus jeunes concernant l'impact de notre consommation de produits agricoles (soja, huile de palme, cacao, élevages bovins...) et forestiers (bois d'œuvre, pâte à papier...) sur les forêts tropicales. Les consommateurs doivent pouvoir, grâce à une traçabilité et une transparence renforcée, pleinement comprendre les implications de leurs achats sur le devenir des forêts mondiales.

Le groupe de l'UNAF a voté l'avis.